

No 40.

L'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE

PUBLICATION MENSUELLE

L. E. TRUDEAU, O.P.

Les Syndicats Socialistes et Neutres en Europe et en Amérique

PRIX : 10 sous.



MONTREAL :

SECRETARIAT DE L'ÉCOLE SOCIALE POPULAIRE,

1075, RUE RACHEL.

1914

TOUS DROITS RÉSERVÉS.

Nihil obstat

Marianopoli, die 25a januari, 1915.

E. HEBERT, *censor librorum.*

Permis d'imprimer,

†Georges, év. de Philip.

Montréal, 27 janvier 1915.

HM

31

E34

v. 40

1914

Chronique

Un problème difficile à résoudre — Je viens de parcourir le cinquième rapport annuel de la "Commission de Conservation". C'est un document d'un intérêt plus qu'ordinaire. Ne pouvant songer à donner ici, même une faible idée des études nombreuses, diverses et importantes qu'il contient, je me bornerai à signaler à l'attention de mes lecteurs, celles qui entrent le plus directement dans le champ des préoccupations de l'Ecole Sociale Populaire. Elles sont au nombre de trois : *Un appel en faveur de l'organisation des plans de ville* et le *Travail de la Toronto Housing Co.*, par M. Frank Beer, président de cette compagnie; et le *Rapport préliminaire du Comité de Législation concernant les plans de ville*, par le lieutenant-colonel Burland. Ces trois travaux nous intéressent en ce qu'ils traitent, le premier et le dernier incidemment, le second exclusivement, de l'amélioration des habitations ouvrières. Aussi, me contentant d'avoir mentionné les deux autres, vais-je m'occuper seulement de celui-ci.

"La Toronto Housing Co., dit M. Beer dans son *Appel en faveur d'un plan de ville*, dépense maintenant son premier million de dollars à construire des logements convenables et à bas prix pour la classe ouvrière."

L'exactitude de cette affirmation vaut d'être vérifiée car, précisément, la question que se posent tous ceux qui ont réfléchi aux terribles conséquences du mauvais logement des classes populaires est celle-ci : est-il possible de fournir à la classe ouvrière une habitation confortable et à bas prix ? M. Lucien Ferrand, auteur français d'une compétence indis-

cutable ne le pensait pas quand il écrivait "qu'il est un peu utopique de vouloir édifier, à l'usage des familles les moins fortunées, des maisons plus spacieuses, plus saines, mieux appropriées à leur destination que celles qu'elles occupent actuellement, tout en abaissant leur prix de location." (1)

Mais les théories ne valent rien contre les faits et si la Toronto Housing Co a résolu pour sa part le problème, il n'y a qu'à applaudir à son succès et à vulgariser ses méthodes. Mais l'a-t-elle résolu ? Voilà, encore une fois, la question.

Les logements de la Toronto Housing Co. sont divisés en trois classes: a) les petits logements, b) les grands logements, c) les logements de six pièces. Les "petits logements" se composent de trois pièces, d'un sous-sol et d'une chambre de bain; les "grands logements" de quatre pièces (ce qui est une "grandeur" très relative) d'un sous-sol et d'une chambre de bain. Les logements de six pièces ont en plus la chambre de bain, mais ne semblent pas avoir de sous-sol. Tous ces logements sont chauffés. Or les "petits logements" se louent \$12.00 par mois; les "grands logements" \$17.00 par mois et les logements de six pièces \$26.50 par mois.

En présence de ces chiffres, je crois pouvoir affirmer que le problème de l'habitation ouvrière confortable et à bon marché reste posé et que la Toronto Housing Co. ne l'a pas résolu. Elle l'a résolu d'autant moins qu'elle trouve ses loyers actuels insuffisants, parce qu'ils ne rapportent que 9½ pour cent par année, et qu'à l'avenir elle se propose de les fixer assez haut pour qu'ils rapportent 10 pour cent, car dit M. Beer, "c'est là une base désirable, pour fournir une marge suffisante à pareilles entreprises dans l'avenir," (1) ce qui me paraît rigoureusement exact.

(1) "L'Habitation Ouvrière et à bon marché," par Lucien Ferrand, membre du Conseil Supérieur des Habitations à bon marché, p. 8.

1) "Cinquième rapport annuel" de la Commission de Conservation, p. 131.

Le travail de la Toronto Housing Co. n'en reste pas moins digne d'éloges, puisque, s'il ne fournit pas aux classes populaires des logements vraiment bon marché, il met du moins à leur disposition des logements plus confortables et plus salubres, et à des conditions meilleures, tout considéré, que ne le pourraient le faire de simples particuliers. Aussi mes remarques n'avaient-elles pas pour but de déprécier ce travail, mais seulement d'empêcher, dans l'humble mesure de mes forces, que l'opinion publique s'illusionne sur cette question des habitations ouvrières, et coure à d'amers déshantements.

A. S.

Introduction

L'avant-dernière publication mensuelle de l'Ecole Sociale Populaire, (1) nous prouve bien que le socialisme exerce une action de plus en plus grande, au sein de nos milieux ouvriers, et qu'il est temps, plus que jamais, de le démasquer, non seulement en exhibant au grand jour ses menées secrètes, mais aussi, et surtout, en exposant avec clarté, aux yeux de nos ouvriers, ce que nécessairement une telle action entraînerait de conséquences dangereuses.

Toutefois, s'il faut reconnaître que le socialisme est, au point de vue doctrinal, un système philosophique, historique et économique dangereux, il faut avouer aussi que le vrai danger du socialisme ne réside pas tant dans les théories qu'il propose ou les négations qu'il impose, que dans l'état mental qu'il fait naître chez ses adeptes. Aussi bien, pouvons-nous assurer que, dégagé des formes mobiles dissimulant sa vraie nature, le socialisme actuel synthétise l'éternelle lutte du pauvre contre le riche, de l'incapable contre le capable, du mécontent contre le satisfait. C'est dire que la haine intense des supériorités en fait le plus solide fondement.

Faire ressortir, alors cette mentalité, ou mieux, jeter un coup d'oeil sur le caractère du socialisme, en présentant au lecteur comme une vue d'ensemble du mouvement syndical socialiste et neutre en Europe et en Amérique, — et cela, tout en faisant un peu d'histoire et un peu de statistique, — voilà toute la raison d'être de la présente publication.

(1) L'Utopie Socialiste. Réponse à Jean Valjean II. par M. A. Saint Pierre.

Disons, cependant, que dans ce tableau où les grandes lignes, seulement, du mouvement socialiste et neutre seront mises en relief — et pour cause: nous ne publions qu'une brochure populaire, — nous accorderons à l'Allemagne et à la France une attention plus particulière et plus détaillée.

Pourquoi cette attention spéciale à l'endroit de l'Allemagne et de la France? parce que les syndicats socialistes de ces deux pays nous font comprendre mieux ce que doit être le vrai syndicat, celui qui s'impose à nos ouvriers canadiens: le syndicat professionnel catholique.

RUSSIE

Un moment, l'on crut à la révolution prolétarienne c'était en 1906, alors que les Russes accouraient en foule au Congrès d'Amsterdam.

En effet, l'année suivante, les syndicats socialistes réunissaient 246,272 membres, les coopératives devenaient très nombreuses, les grèves se multipliaient à ce point qu'elles atteignaient dans l'espace de quelques années, le chiffre fabuleux de 2,709,675.

Mais, tout à coup, un changement profond se produit. En 1910, les syndicats ne comptent plus que 37,000 membres, les coopératives périssent, moins par manque de ressources que par défaut d'hommes capables de les diriger, et les grèves descendent au chiffre encore respectable de 64,000.

Les paysans ne veulent plus du collectivisme, et accèdent de plus en plus à la propriété privée.

Comment un tel changement s'est-il produit? Tout d'abord le socialisme a vu se dresser devant lui "le colosse russe": — l'apparition fut suffisante pour réduire les révolutionnaires à la plus complète impuissance.

Puis, les rivalités de sectes semèrent la division parmi les ouvriers. Enfin les ouvriers eux-mêmes, surtout les paysans,

expérience faite, comprirent qu'il est difficile de s'enrichir sans enrichir les autres, et que la richesse, tirée du néant par la science, — ce qui est le fait, par conséquent, de quelques uns, — est accompagnée d'un gain vraiment social. D'où, ils conclurent que persécuter le capital, c'est persécuter tout le monde, et qu'après tout, mieux vaut un salaire qui devient propriété privée, qu'un partage universel engendrant tout simplement l'égalité dans la misère.

La mentalité autoritaire du gouvernement russe, d'une part, et le bon sens du peuple, de l'autre, l'emportèrent donc sur les agitations révolutionnaires et les espérances vaines du socialisme.

D'ailleurs, on n'a qu'à consulter les derniers rapports des différents Congrès Socialistes internationaux, où les forces syndiquées du socialisme sont alignées, pour constater que le nom de la Russie n'apparaît plus sur les listes du secrétaire international.

On pourrait ajouter que la position géographique et le tempérament national y sont pour beaucoup dans la défaite du socialisme en Russie. En effet, pour peu que l'on compare les peuples du Nord de l'Europe à ceux d'origine latine, on est obligé d'admettre que le socialisme progresse en proportion de la facilité qu'ont les peuples de s'échauffer.

C'est ainsi qu'en

SUEDE ET DANEMARK

“le socialisme n'est pas révolutionnaire, du moins en pratique. Et si, officiellement, le parti socialiste reste fidèle à la doctrine marxiste révolutionnaire, dans la vie de tous les jours et au Parlement il se fait généralement le collaborateur des radicaux réformistes.” (1)

(1) H. Hammerich. Année Sociale Intern. 1912. Page 62*

Admirons même leur esprit pratique. A Copenhague, afin de distraire les grévistes, les professeurs leur firent visiter les musées; tandis qu'à Stockholm, au milieu de l'ordre le plus strict prescrit par les chefs, on imposa l'interdiction des boissons alcooliques. (1)

C'est qu'il se produit un changement considérable dans l'esprit du socialisme actuel, changement dû au conflit qui existe de plus en plus entre le socialisme pratique et le socialisme théorique, en d'autres termes, entre le révisionnisme et le marxisme. Et il semble que, partant, le révisionnisme est en train de supplanter le pur marxisme classique.

Ainsi, en

HOLLANDE

“le parti socialiste pratique une sorte de révisionnisme hon-teux”. (2) Il conserve, il est vrai, son programme tout théorique, sa phraséologie sociale et qui sert de moyen de propagande; mais, pratiquement, il se soucie peu de la marche de la société vers l'état de perfection rêvé, absorbé qu'il est par les intérêts du moment de ses membres.

Est-ce à dire que le socialisme, après tout, est inoffensif? Nullement, car ses principes demeurent toujours. Qu'il ne soit pas révolutionnaire en ces pays, c'est là une preuve de plus que la doctrine socialiste n'est qu'une pure utopie, utopie qui doit céder devant les faits et la raison acceptant tous les mêmes faits.

Avis, alors, à nos ouvriers canadiens, prêts à se livrer tout entiers aux illusions socialistes. Ils veulent une protection efficace contre ce qu'ils appellent les dangers du capital, ils veulent être forts dans l'union? Qu'ils songent donc que cette force leur est précisément assurée par la conservation

(1) M. J. Bourdeau. Revue des Deux Mondes. 1er octobre 1910.

(2) Emile Verviers. Année Sociale Intern. 1912. Page 75*

de leur foi, et par la pratique des vertus chrétiennes, les seules vraiment sociales, et que, pour protéger leurs droits, point n'est besoin, pour eux, de faire appel à des syndicats dont l'esprit est hostile à leurs croyances religieuses; mais, qu'au contraire, ils n'ont qu'à fonder, à l'exemple de leurs frères d'Europe, des syndicats professionnels franchement et exclusivement catholiques. Le désir ardent de l'Eglise, leur mère, sera dès lors réalisé, et leurs intérêts, tant économiques que religieux, sauvegardés.

AUTRICHE

En Autriche, le suffrage universel semblait ouvrir aux socialistes les plus brillantes perspectives. D'un seul coup, les syndicats envoyaient 80 membres au Parlement. Leur doctrine assurait déjà le succès le plus complet. En effet, d'après cette doctrine, "les prolétaires n'ayant ni patrie, ni hérédité, ni esprit de race, allaient faire disparaître ces antipathies de nationalités qui déchirent les partis bourgeois, et allaient unifier l'empire autrichien dans le sens démocratique." (1)

Toutefois, l'esprit de race l'emporta sur ces espérances nullement conformes à la nature des peuples et des nationalités, et les syndicats socialistes composés d'Allemands, d'Italiens et d'Autrichiens, furent livrés aux scissions les plus diverses. Et aujourd'hui, ce problème national, devenu de plus en plus aigu, disperse les forces de l'organisation syndicale au point qu'il rend presque impossible une action énergique en vue de résoudre la crise économique, "laquelle crise est due — c'est le Dr Hemala qui le constatait au commencement de l'année — au développement exclusif de l'in-

(1) M. J. Bourdeau. Questions actuelles. 3 déc. 1910. Page 191.

dustrie du fer, et des fabriques d'armes et de matériel de guerre". — N'est-ce pas que la constatation devient éloquente, placée en regard de la guerre actuelle ?

ESPAGNE ET ITALIE

Ces deux pays, pénétrés d'une forte dose d'anarchisme en 1890, virent leur syndicats ouvriers entachés, de même, de cet esprit révolutionnaire. Aussi, quelle situation intolérable pour les ouvriers qui refusent de s'affilier à leurs syndicats ! Les socialistes vont jusqu'à la persécution, jusqu'aux attentats contre la personne de ceux qui se refusent à marcher. Et pourtant, n'ont-ils pas protesté contre l'exécution de Ferrer, légalement condamné comme un anarchiste avéré.

Aujourd'hui, si l'Espagne se dégage lentement de l'anarchisme, grâce au travail ardu des ouvriers catholiques se syndiquant sur le terrain professionnel, et accueillant dans le cadre de leurs institutions force travailleurs sortis des rangs anarchistes avec le dégoût du socialisme ; si l'Italie, à son tour, se désintéresse de ce mouvement révolutionnaire, ce n'est, malheureusement, que pour rencontrer un autre échec, car "le syndicalisme socialiste, au lieu de s'occuper des intérêts des ouvriers, préfère les combinaisons de couloirs, et versent trop dans la politique". (1) Ce qui est toujours un mal.

BELGIQUE

Karl Marx voyait dans la Belgique " le Paradis des Capitalistes", et M. J. Bourdeau l'appelle "l'Eden des socialistes". Tout est organisé. Les syndicats regorgent de prospérité. Plus d'une fois, les socialistes ont failli gagner le pouvoir, si bien, qu'au dire d'un spécialiste en la matière, M. J. Bourdeau : "le portefeuille ministériel, comme l'olive mûre, devait tomber bientôt dans les mains des socialistes".

(1) M. J. Bourdeau. *Revue des Deux Mondes*. 1er oct. 1910.

Nous connaissons par ailleurs, le travail admirable qu'ont accompli les syndicats chrétiens et catholiques. Où cette lutte corps-à-corps aurait-elle conduit le peuple belge? Il semble bien que "l'esprit bourgeois" (1) envahissant les syndicats et les coopératives socialistes, — ce qui va en contradiction flagrante avec les principes socialistes — soit déjà l'annonce de la division et de la scission.

La guerre vient de ravager le territoire belge... C'est certainement l'heure de Dieu! Attendons la fin de cette guerre: nous verrons mieux ce que Dieu veut faire de la Belgique... et abordons maintenant les Trade-Unions de

L'ANGLETERRE

dont la caractéristique est "de ne rien recevoir de l'Etat, et de ne lui demander que la liberté de sauvegarder elles-mêmes, (les Trade-Unions) les droits des ouvriers." (2)

Fondées vers 1820, les Trade-Unions de l'Angleterre furent d'abord révolutionnaires. Robert Owen, communiste enragé, leur imprima, à son propre insu, un caractère vraiment anarchiste, à tel point que "pendant la première moitié du siècle dernier, l'histoire du travail, en Angleterre est caractérisés par les meurtres, les incendies, les pillages, les bris de métiers et les plus graves désordres". (3)

Toutefois, l'évolution se fit vite, très vite même, grâce à leur esprit essentiellement positif, les Anglais comprirent que les syndicats prennent de la force à mesure qu'ils se préoccupent moins d'agacer le patron, que d'améliorer la situation économique des ouvriers. Aussi, virent-ils le succès couronner leurs efforts. En 1911, on comptait en Angleterre 1168

(1) M. Defourny. *La Décomposition du Socialisme.*

(2) John Stratton. *Année Soc. Intern.* 1912.

(3) M. Ed. Loé. *La conciliation et l'arbitrage dans le bassin houiller du Pas-de-Calais.*

Trade-Unions avec un effectif de 3,010,346 membres.

Ces Trade-Unions forment des corps strictement professionnels, basés sur le principe des fédérations indépendantes. Fait étrange ! ce n'est qu'après la grande grève des mineurs, en 1912, que l'on voit le mot "syndicalisme socialiste" faire son apparition. Et c'est le Cardinal Bourne qui le premier, dans la magnifique étude qu'il fit des Trade-Unions, au lendemain de la grève, mentionne le fait, afin de mettre les ouvriers anglais en garde contre cette idée nouvelle.

Comment se fait-il que dans un pays où la paupérisation des masses est si grande, le socialisme ait fait si peu de progrès ? C'est que tous les partis, en Angleterre, sont réformistes. Les Conservateurs ont donné la loi sur les accidents du travail, les libéraux, celle des retraites ouvrières. Loyalistes, au fond de l'âme, les Anglais ne pensent guère à fonder une république sociale.

Il est vrai que depuis quelques années, les ouvriers forment un parti du travail (1) ayant des députés à Westminster ; mais ce parti n'arbore pas le drapeau de la lutte des classes, comprise comme un combat d'extermination. Exclusivement ouvrier, il recherche surtout les avantages immédiats pour la classe ouvrière, favorise même les Trade-Unions, et renferme maintenant 60,000 membres. Il affiche un christianisme indépendant qui garde l'Évangile et repousse toutes les Églises. C'est le parti parlementaire ouvrier.

Malheureusement, le socialisme exerce une influence de plus en plus révolutionnaire au milieu de ce Parti du Travail, et indirectement, sur les Trade-Unions.

Par leur assiduité aux réunions de sections, par leur empressement à occuper des situations officielles, des socialistes ont acquis une influence tout à fait hors de proportion avec

(1) The Independant Labor Party, fondée en 1893, et dont le chef actuel est M. Keir Hardie.

leur nombre. “Si cette influence, déclare M. John Stratton, avait été employée pour la cause des réformes sociales en accord avec les sentiments généraux des hommes de toute doctrine, elle aurait fait pleuvoir sur eux les marques de confiance des ouvriers. Mais ils se sont efforcés d’introduire un système de socialisme grâce auquel les droits de l’individu sont méconnus, grâce auquel *L’EDUCATION LAIQUE*, la socialisation des moyens de production et tous les autres objectifs du socialisme ont été ouvertement prêchés”.

En face d’une telle situation, l’on ne saurait trop rappeler aux ouvriers anglais que la grandeur de leurs Trade-Unions s’est élevée sans le secours des socialistes, et que, partant, il serait souverainement imprudent de l’oublier !

ETATS-UNIS ET CANADA

Pour ce qui est des syndicats de ces deux pays, on nous reprochera, peut-être, notre trop grande brièveté. C’est que nous croyons vraiment qu’il soit difficile de dire plus et de dire mieux, que ce que M. Arthur Saint-Pierre, le dévoué secrétaire de l’Ecole Sociale Populaire, en a dit lui-même dans ses deux brochures intitulées : “La Fédération Américaine du Travail : ce qu’il faut en penser au point de vue moral et religieux,” et “l’Organisation Ouvrière dans la Province de Québec”. En effet, il y est amplement prouvé que la neutralité dont tous ces syndicats — qu’ils s’appellent “La Fédération Américaine du Travail,” “La Fédération Canadienne du Travail,” “Syndicats Internationaux,” “Syndicats Nationaux.” — se recouvrent, n’est qu’un trompe-l’oeil, et qu’au fond, syndicats et syndiqués sont minés par le socialisme.

Nous ne saurions trop recommander, à nos ouvriers catholiques, la lecture de ces deux brochures ; ils se rendront compte du danger qu’il y a, pour eux, de s’affilier à ces syndicats et

de l'opportunité, de plus en plus pressante, des syndicats professionnels catholiques.

Puis, sans plus tarder, nous commençons l'étude un peu plus détaillée des syndicats socialistes allemands et français.

ALLEMAGNE.

La première association professionnelle que nous rencontrons dans l'histoire syndicale de l'Allemagne, est l'Association des Imprimeurs, fondée à Mayence, en 1848. Devant réunir, tout d'abord, patrons et ouvriers, elle n'obtint pas beaucoup de succès auprès des premiers, et, ce n'est qu'en 1867 que l'entente définitive eut lieu entre ces deux éléments du monde du travail.

Dès l'année suivante, l'Association comptait 5000 membres, et en 1900 ce chiffre s'élevait à 27,187 adhérents, représentant 62 pour cent de tous les ouvriers imprimeurs.

C'est, jusqu'ici, la seule association professionnelle qui a obtenu un tel succès, et qui a maintenu une telle entente entre patrons et ouvriers. (1)

Toutefois, ce n'est pas là le type normal du syndicat allemand.

Le vrai syndicalisme allemand prit naissance à Berlin, en 1868, lors du grand congrès organisé par Max. Hirsch et le député François Dunker, et dont le but essentiel à atteindre était une vaste organisation par métiers de l'élément ouvrier de toute l'Allemagne.

Dès les débuts du Congrès, l'assemblée se divisa en deux groupes : d'un côté, les progressistes, de l'autre, les socialistes.

(1) Nous empruntons, ce trop bref résumé historique à la brochure de M. Max Turmann. "Les Syndicats Ouvriers allemands" —, laquelle brochure, d'ailleurs, n'est que le résumé de la thèse très documentée de M. André Dupin sur "le mouvement Syndical ouvrier dans l'industrie allemande."

Ceux-ci tinrent, même, une réunion distincte où environ deux cents délégués décidèrent de créer trente-deux syndicats professionnels, à raison d'un par métier, pour toute l'Allemagne. Séance tenante, ils en fondèrent dix; mais les résultats ne répondirent pas à l'espérance des promoteurs, et, peu à peu, ces groupements végétèrent.

M. Max Turmann attribue ce premier échec au fait "des divisions du parti socialiste, partagé en plusieurs écoles, dont les deux principales étaient alors celles de Karl Marx et de Ferdinand Lassalle." (1)

Cependant, en 1875, lassalliens et marxistes comprirent que, nonobstant leurs divergences théoriques, le bien des ouvriers exigeait la convergence de leurs efforts pratiques; se réunissant alors en congrès à Gotha, le 27 mai de cette même année, ils indiquèrent clairement le but des syndicats ouvriers: l'amélioration des conditions des travailleurs; le devoir de tous les ouvriers de s'affilier au syndicat de leur profession ou d'en fonder un, s'il n'en existe pas; l'établissement d'une commission de cinq membres, siégeant à Berlin, à laquelle les présidents des divers syndicats devront faire savoir s'ils sont d'avis de convoquer un congrès général; enfin, — résolution importante et capitale — les travailleurs doivent se faire un devoir de tenir la politique loin des syndicats.

Avec un programme aussi précis et aussi clair que celui-là, les Socialistes ne pouvaient que progresser. En effet, deux ans plus tard, leurs syndicats comptaient un peu plus de 50,000 ouvriers.

Mais la loi du 21 octobre 1878, occasionnée par les attentats de Hoedel et de Nobiling contre l'empereur Guillaume, devait être fatale à toutes les associations germaniques.

(1) Max Turmann. Les Synd. Ouv. Allemands. Page 8.

Extrêmement rigoureuse dans ses termes, cette loi interdisait "toute association dont le but est d'arriver à saper l'ordre actuel de l'Etat ou de la Société au moyen des menées communistes ou socialistes. Il en est de même de toutes les sociétés où les agitations démocrates socialistes se produisent d'une façon dangereuse pour la tranquillité publique et spécialement pour l'union des classes."

Plus même, grâce à cette loi, le gouvernement prononça par simple mesure de police, la dissolution de la plupart des associations, presque sans distinction aucune. C'est ainsi que l'Union des Imprimeurs dont nous avons parlé plus haut, subit le sort général.

Toutefois, vers 1882, la condition des associations devint un peu moins dure. Certains corps de métiers tinrent quelques congrès où les questions touchant la corporation étaient abordées : telles que l'assistance judiciaire, les bureaux de placement, les secours aux ouvriers sans travail, etc. Jamais on y parlait de grèves... (1) ...Le 1er octobre 1890, la loi d'exception disparut du code allemand.

Ce fut une cause de soulagement général ! Si bien que dès le mois de novembre suivant, les socialistes créaient une commission générale des corps et métiers de l'Allemagne, chargée d'élaborer des statuts qui seraient soumis à l'approbation d'un congrès de syndicats professionnels.

Le congrès eut lieu, en 1892, à Halberstadt, et réunit plus de deux cents délégués, représentant environ 300,000 membres.

On y parla d'organisation centralisatrice et d'organisation locale ; la première l'emporta sur la seconde ; et, comme la législation interdisait jusqu'au 1er janvier 1900, la réunion de plusieurs corps de métiers en un seul groupement, à toutes les associations s'occupant de politique, on résolut

(1) Cf. Max Turmann. Op. Cit. Page 11.

que les syndicats ne s'occuperaient de politique que dans la mesure où la condition économique du prolétariat l'exigerait.

Disons-le tout de suite, voilà ce qui sauva le syndicalisme socialiste allemand de l'anarchie et des compromissions toujours faciles, voilà ce qui fit sa vraie force et ce qui le distingue spécialement du syndicalisme français. Partant de ce principe que *la fonction des syndicats est absolument différente de celle des partis politiques*, les syndicalistes allemands comprirent que l'important pour eux était, non pas d'établir une union matérielle entre leurs syndicats et les partis politiques, mais bien plutôt, de favoriser l'entente la plus étroite entre les deux organismes.

Il est vrai que le gouvernement de l'Allemagne, au moyen de ces lois toujours sévères pour les groupements politiques, y fut pour beaucoup dans cette orientation des syndicats socialistes : admirons alors les bienfaits que peut procurer une discipline sagement administrée.

Malgré les difficultés plus ou moins grandes que tentèrent de soulever certains esprits révolutionnaires, les congrès se succédèrent, toujours fructueux tant pour les syndicats que pour les syndiqués. Celui de Stuttgart, en 1902, rassembla 156 délégués, représentant 681,118 adhérents. Il y fut décidé que la Commission Générale de Hambourg serait transportée à Berlin, qu'un secrétariat ouvrier central, servant de lien fédéral entre tous les secrétariats, surveillerait la Commission Générale, et préparerait et soutiendrait au Conseil Impérial, les causes des syndiqués.

Le Congrès de Cologne, en 1905, repoussa comme une utopie, l'idée de grève générale, mais reconnut que, parfois, la grève est inévitable, et que, pour la mener à bonne fin, un "fonds de grève" doit être mis à la disposition de la Commission Générale.

Veut-on avoir une idée du développement rapide opéré

au sein de ces syndicats ? Que l'on songe qu'à ce Congrès de Cologne, il y avait 63 fédérations de syndicats socialistes, groupant un total de 1,116,723 membres, et disposant d'un budget de plus de 17 millions de marks par an.

Les chiffres qui vont suivre et que nous empruntons à M. Max Turmann, montrent la variété et l'importance des services que les syndiqués trouvent dans leurs syndicats. De 1891 à 1902, les syndicats ont employé 575,201 marks pour la défense de leurs membres devant les tribunaux, 5,602,967 marks pour frais de voyage afin de permettre à leurs adhérents de chercher du travail, 6,774,662 marks pour l'aide en cas de maladie, 898,181 pour l'assistance en cas d'invalidité, et 1,412,012 pour les besoins pressants et les décès ; ce qui donne pour ces douze années, le joli total de vingt-trois millions et demi de marks, versés sous forme de secours — sans parler des seize millions distribués aux grévistes. — Etonnez-vous ensuite de la puissance des syndicats socialistes de l'Allemagne !

Depuis Cologne, le mouvement a suivi une progression constante, et déjà l'effectif du syndicalisme socialiste s'élève à plus de deux millions d'ouvriers.

Est-ce à dire que ce succès doit faire oublier les principes mêmes du socialisme ? Non pas, certes ! car, plus d'une fois, nous l'avons dit plus haut, l'esprit révolutionnaire se manifesta suffisamment pour nous permettre de reconnaître que le fonds de leur doctrine est toujours "la lutte des classes". Si, par ailleurs, cet esprit ne s'est pas encore élevé jusqu'à la violence, il faut en donner crédit au pouvoir impérial qui ne craignit pas — pour ne citer qu'un exemple — de faire rouler les canons sur le pavé de Berlin, en 1906, afin d'empêcher un Bebel de manifester, et de réprimer les ardeurs par trop impatientes de quelques meneurs.

De plus, pour expliquer ce succès, il faut faire appel au fait remarquable du choix par les ouvriers, non pas d'admi-

nistrateurs et de guides brouillons ou au cerveau brûlé, mais, au contraire, d'hommes d'un caractère et d'une capacité éprouvés.

Leur socialisme fut un socialisme d'affaires et de bonnes affaires.

Ils surent faire marcher de front leur organisation syndicale, pour la lutte économique, et leur parti électoral et parlementaire, pour la lutte politique.

Avouons-le, il y eut bien parfois assez mauvais ménage, mais, disciplinés comme un corps d'armée prussien, ils avaient, semble-t-il, pour devise: "Injurions-nous à coeur joie, à condition d'obéir."

Cet esprit de discipline, aidé de cet instinct de l'association que M. G. Goyau a si bien caractérisé, lorsqu'il disait: "Débarquez trois Allemands dans une île, et le surlendemain vous y compterez quatre associations," cet esprit et cet instinct leur ont grandement servi à maintenir leurs associations, lesquelles, en résumé, sont moins des associations de résistance, que des groupements d'aide mutuel.

Enfin, une dernière considération, toute conditionnelle, celle-là ! Si les efforts socialistes se sont buttés jusqu'ici à l'organisation militaire unifiée de l'Allemagne, est-ce à dire que ces mêmes efforts n'auront plus aucune chance de succès ? Tant que l'empire allemand sera solide et restera debout, la révolution socialiste n'avancera pas. Nous avons pour garant cette parole de Chs Andler, professeur à la Sorbonne et socialiste convaincu, — parole qui peint maniquement la situation, elle a été prononcée le 10 novembre 1912: "Le patriotisme socialiste est un patriotisme économique basé sur cette observation que l'Allemagne ne pouvant plus nourrir sa population, sur son territoire, a le droit et le devoir d'acquiescer, voire de conquérir des terres nouvelles. C'est une évolution nécessaire, car, autrement, la misère attend le peuple

allemand. Le prolétariat doit donc se solidariser, en vue du péril prochain de la famine, avec le capitalisme et le colonialisme.”

Or cette solidarisation est un fait accepté, et la guerre actuelle donne plein crédit à cette parole annonçant, deux ans à l'avance, l'horrible drame qui se déroule, présentement, sur les champs de bataille de l'Europe.

Toutefois, nous n'hésiterons pas à dire que du moment où le mur du militarisme sera lézardé, le socialisme allemand tournera franchement révolutionnaire, car si le socialisme est ailleurs plus bruyant et plus emphatique, nulle part il n'a de racines plus profondes qu'en Allemagne. Et ici, encore, nous avons cette autre parole de Chs. Andler, prononcée également en 1912, et qui se réalisera peut-être, tout comme la première citée plus haut : “La défaite des armées allemandes serait une défaite industrielle et commerciale accumulant les ruines et privant le prolétariat de son gagne-pain.”

Or, le jour où le prolétariat allemand sera privé de son gagne-pain, il se produira en Allemagne ce qui s'est produit ailleurs : la révolution des masses populaires, mille fois plus horrible que la guerre des nations.

En attendant ces événements, voyons ce que sont les syndicats socialistes de la

FRANCE.

Donnons, tout d'abord, un court résumé de la situation avant 1884, car, à vrai dire, c'est la loi de 1884 qui est le point de départ du mouvement socialiste dans les syndicats, puisque c'est à partir de cette date que les syndicats eurent droit d'existence.

Dans son “Manuel de Sociologie Catholique”, M. le Chanoine P. Poey nous démontre que la Révolution pénétra les esprits d'idées hostiles à toutes les associations. “Pour

s'en convaincre, (1) il suffit de jeter un coup d'oeil rapide sur les divers gouvernements :

1° Le gouvernement de Napoléon interdit sévèrement toutes les coalitions des ouvriers en vue d'agir sur la fixation des salaires.

2° La Monarchie de juillet ne modifia rien dans la législation napoléonienne.

3° La République de 1848 montra une vraie sollicitude à l'égard de l'ouvrier, mais refusa de reconnaître, aux ouvriers, le droit de grève et celui d'association libre.

4° Le deuxième Empire se montra plus généreux. Le 25 mai 1864, ce double droit fut reconnu aux travailleurs par la loi, et c'est seulement à partir de 1867 que les "*Chambres syndicales d'ouvriers*" furent tolérées."

Dès 1876, on vit se tenir, à Paris, le premier congrès socialiste. La partie la plus ardue du programme, fut les retraites pour le peuple. Quelle évolution depuis ! En 1878, le Congrès de Lyon fut modéré, de ton et d'action, mais celui de Marseille fut plus mouvementé. Sous l'influence de Jules Guesdes, le collectivisme fut incorporé au programme ouvrier, et la Fédération des Syndicats ouvriers fut proclamée.

Depuis 1867, le mouvement en faveur de l'association professionnelle s'était donc accentué de plus en plus.

"Les catholiques et à leur tête M. le Comte de Mun préconisaient dans leurs congrès et dans leurs écrits le retour aux anciennes corporations transformées et rajeunies. Sous l'influence de ce courant de nombreux syndicats se formèrent, lorsque la loi du 21 mars 1884, due à l'initiative de M. Waldeck-Rousseau vint les rendre officiellement légaux." (2)

Ceci posé, venons-en à ce qui nous intéresse tout spécialement.

(1) Manuel de Sociologie Catholique. Page 276.

(2) Cf. P. Poëy, op. cit. page 277.

Lorsque la loi de 1884 eut autorisé la constitution des syndicats et des unions de syndicats, les ouvriers socialistes usèrent du droit nouveau, soit pour former des syndicats de métiers différents dans une même ville, (Bourses du travail) soit pour constituer légalement dans toute la France des syndicats de métiers (fédérations).

Au Congrès de Limoges, en 1892, les Bourses du Travail se fédérèrent sous le nom de "Fédération des Bourses", tandis que les Fédérations des Métiers se groupèrent sous le nom de "Fédération des Syndicats", puis de "Conseil ouvrier national", enfin "Confédération Générale du Travail", ou la C. G. T.

Or, quelle fut l'idée directrice qui présida à la formation de la C. G. T.? L'anarchie représentée par Fernand Pelloutier, et le socialisme représenté par Jules Guesde. Nous disons plus: c'est l'anarchie seule qui est l'âme dirigeante des syndicats socialistes de France. Et nous le prouvons.

En effet, si l'on prend acte de la loi répressive de 1894 contre les anarchistes, ce n'est que pour constater, non sans quelque effroi, que dès ce moment, le syndicalisme les attire, protégé qu'il est par la loi de 1884.

Pouget (1894) nous révèle leur tactique: "Un endroit où il y a de la riche besogne pour les camarades à la redresse, c'est à la chambre syndicale de leur corporation. Là on ne peut pas leur chercher pouille. Les syndicales sont permises. Elles ne sont pas, à l'instar des groupes anarchistes, considérés comme des associations de malfaiteurs." (1)

Le mot était lancé. Le succès fut rapide.

En 1896 au Congrès International Socialiste de Londres, on y voit les anarchistes les plus notoires sous une fausse barbe syndicaliste. Citons, entre autres, Malato et Pouget, Tortelier et Guérineau.

(1) Cf. Questions Act. T. 115, page 223.

En 1897, au Congrès de Toulouse, ce sont les deux anarchistes Pouget et Delassalle qui font adopter la tactique du *sabotage* et du *boycottage*.

Un journal ouvrier est fondé: "La Voix du Peuple," — reconnaissons les expressions, les grands mots du Socialisme! — et c'est Pouget qui en a la direction. Ce dernier fut même nommé secrétaire adjoint de la C. G. T.

En 1904, le congrès de Bourges marque l'écrasement des syndicats purement socialistes, (378 voix) par les syndicats à tendance anarchiste (830 voix), écrasement tel que le Congrès anarchiste international tenu à Amsterdam en 1907, peut proclamer la victoire de la méthode adoptée sept ans plus tôt.

Écoutons parler un anarchiste présent à ce Congrès: "C'est vers 1895 que nous nous sommes aperçus que la philosophie ne suffit pas pour faire la révolution, et qu'il fallait entrer dans le mouvement ouvrier. Et c'est notre maître Fernand Pelloutier qui incarna le mieux cette révolution." (1)

A ce même Congrès d'Amsterdam, Dunois s'écriait: "Notre rôle à nous c'est d'être toujours aux côtés du prolétariat militant organisé dans les syndicats, pour y propager nos méthodes d'actions directes." (2) Une motion votée par 36 voix contre 6 porte: "Pour la réalisation de la grève générale, la pénétration des syndicats par l'idéal anarchique doit être considérée comme indispensable."

Ils vont plus loin. A l'instigation de Dunois, le Congrès met à l'ordre du jour *la création, dans tous les pays, de groupes anarchistes*, afin de pénétrer la classe ouvrière des idées de révolution.

La création de ces groupes anarchistes commence immé-

(1) Cf. Quest. Act. T. 115, page 223.

(2) Cf. T, *bid*, page 224.

diatement. En 1909 on compte 54 groupements et une Revue, où l'on enseigne ouvertement la manière de pratiquer le sabotage, le boycottage, la grève, de confectionner des bombes et autres engins explosifs.

N'est-ce pas à ce Congrès, que M. Monatte célébra "*la voix grandiose de la dynamite.*"

Enfin, en 1911, aidés des jeunes gardes révolutionnaires, les anarchistes sont prêts à diriger les forces ouvrières dont ils avaient en 1907 annoncé comme certaine la conquête.

Vous vous demandez, ouvriers de ce pays: comment un tel succès a-t-il pu se produire, quand on connaît ce qu'est l'anarchie? Voyez-y, plutôt, une preuve frappante de ce que peut produire le manque d'esprit chrétien, car, pour peu que l'esprit soit faussé, il est prêt à admettre les pires conclusions.

Voulez-vous, maintenant, avoir une idée de la puissance numérique de ces syndicats socialistes? Vous serez surpris.

Depuis 1904 la C. G. T. divisée en deux sections (Fédérations et Bourses), répondant aux deux éléments qui la constituent, — deux sections formant une unité — a un secrétaire général, deux secrétaires et deux trésoriers payés 300 francs par mois.

De plus, la C. G. T. a constitué des Commissions: Commission du journal — commission de la grève générale — commission des conflits et du contrôle.

Sur 900,000 syndiqués existant en France, elle compte 600,000 affiliés dont 450,000 payent régulièrement leur cotisation.

Les syndicats adhérents sont au nombre de 2,900, répartis en 56 fédérations de métiers et 153 Bourses du Travail.

Sur 10 millions de travailleurs, ce n'est qu'une minorité. *Mais c'est une minorité agissante !*

Feuilletez les listes de la C. G. T. et de ses commissions; consultez celles des organisations anarchistes: vous trouverez

les mêmes noms, et la main-mise des anarchistes sur les syndicats apparaît en pleine lumière.

On peut donc dire: ce n'est plus "l'unité ouvrière" qui "existe en France, mais l'unité anarchiste".

Pendant les 20 années qui suivirent la guerre de 1870, les groupements socialistes français ne s'occupèrent que d'action d'ordre professionnel, politique et électoral.

Nous le savons bien. La loi de 1884 d'ailleurs, en assurant aux syndicats un privilège légal, leur imposait le strict devoir de se maintenir sur le terrain légal.

Toutefois, on vient de le voir, — l'infiltration anarchiste, conçue et réalisée par Peloutier, modifia la situation. Dès lors, les syndicats *se désintéressèrent peu à peu des questions corporatives*. L'idée de grève générale, révolutionnaire passa au premier plan, et cette idée fut politique plutôt que professionnelle.

Menant à bien leur plan de 1895, les anarchistes sont donc à la tête du mouvement ouvrier et par suite, du Socialisme parlementaire, asservi aux syndicats — ce socialisme parlementaire dont Jaurès — pour ne parler que de lui — fut une des figures les plus tristement célèbres.

Nous avons dit, tout à l'heure, que l'affiliation anarchiste modifia la situation à ce point que les syndicats *se désintéressèrent peu à peu des questions corporatives ou professionnelles*, pour prôner plutôt l'idée révolutionnaire. Et nous y revenons, car c'est là la caractéristique du mouvement socialiste en France, caractéristique qui place le syndicalisme français en marge du syndicalisme socialiste déjà existant en Allemagne et en Angleterre. Et pour cause.

Tandis qu'en Angleterre le Trade-Unionisme, inauguré, — et le fait se comprend, — dans un esprit hostile tourna bientôt dans le sens d'une action bienfaisante et pacificatrice,

à raison même des sentiments moraux et religieux que les ouvriers anglais professaient ;

Tandis qu'en Allemagne, le Syndicalisme socialiste se préoccupant avant tout des questions économiques, poursuit une action politique sans préjudicier en rien à l'esprit vraiment professionnel, et veut surtout des réformes pratiques, sans se laisser griser par la pensée de l'état social d'un avenir trop éloigné ; en France, au contraire, les préoccupations morales et religieuses faisant absolument défaut ; la mentalité devient par le fait même plus inquiétante, plus terrifiante. Car, c'est toujours le même problème qui se pose : où il n'y a pas de morale, à quoi peut bien servir la loi ? A rien sinon, comme en France, à protéger le mal. Et c'est bien — constatons-le avec douleur — ce qui est arrivé.

Devant les menées révolutionnaires, voici qu'en 1908, M. P. Deschanel et M. Pugliesi-Conti demandent à la Chambre ce qu'elle entend faire en face d'une telle action, et M. Viviani, alors ministre du Travail, avec beaucoup de talent "distingua", "excusa," "plaida." (Paroles de M. Auguste Béchaux, Correspondant, 10 avril 1911) : "Pour lui, l'immense majorité des "adhérents de la C. G. T. représente un syndicalisme sage, "prudent, réformateur. Certes, admet-il, les chefs sont ar-"dents, violents, révolutionnaires. Toutefois, il faut deman-"der à la classe ouvrière de ne plus être romantique, de ne pas "se contenter de paroles et de gestes, mais de vouloir des ré-"sultats tangibles."

Et la Chambre adopta un ordre du jour de confiance par 342 voix contre 60.

En 1909 grève des Postiers.

En 1910 grève des agents de chemins de fer.

En 1911 janvier, nouvelle interpellation à la Chambre, et cette fois, M. Briand de répondre : "Il faut reconnaître ces "idées libertaires... mais, si on voulait pousser tous ces

“groupements, quel trouble et quelle agitation dans le monde ouvrier! Ne faisons donc pas de répressions qui risquerait d’être injuste et inefficace. Ne portons atteinte à aucune des libertés acquises!

Et la Chambre l’acclama par 398 voix contre 73.

Or, quand de telles choses se produisent aux yeux de toute une nation; quand l’idée de droit et de justice disparaît totalement de l’esprit des législateurs, on est en droit de conclure avec M. Paul Bureau, avec M. J. Blondel: “Tout esprit réfléchi doit redouter pour un avenir plus ou moins lointain de graves catastrophes,” et on est en droit de se demander aussi avec ces mêmes personnalités sociales: “Pourrions-nous, du moins, entrevoir un avenir meilleur, et espérer pour après-demain, sinon pour demain, une transformation favorable dans les milieux ouvriers?” (1)

A la réponse négative que ces Messieurs faisaient, nous pourrions, je crois, dire sans courir le risque d’errer, que Dieu s’est chargé de trancher lui-même la question. A l’heure actuelle où la France se débat sous les coups d’une guerre effroyable, qui ne veut voir la justice divine exercer, à la fois sa vengeance et sa miséricorde? Rappelons-nous, toutefois que Dieu ne châtie que pour mieux se faire entendre. Aussi, il semble bien qu’il n’y ait pas lieu de désespérer, et que sous l’action des éléments encore vivaces qui composent la société française, la situation actuelle finira par s’améliorer.

CONCLUSION

Tirons, maintenant une conclusion, pour nous, Canadiens.

Si l’idée syndicale a dévié au 19^e siècle, c’est surtout à raison des résistances opiniâtres qu’elle a rencontrées sur sa

(1) Cf. Quest. Act. T. 110, page 492.

route, et contre lesquelles, cette même idée syndicale étant peu ou point pénétrée de l'esprit religieux, fondement de toute vie morale comme de toute vie sociale, n'a pas su s'élever.

La première chose à faire, c'est donc de restaurer l'idée professionnelle et d'arriver à convaincre la masse de ces ouvriers honnêtes et profondément catholiques qui représentent malgré tout la majorité des ouvriers canadiens-français. Et j'estime que le jour où l'on aurait créé, en même temps qu'un ensemble de lois et de coutumes professionnelles, un grand nombre de syndicats catholiques assez puissants pour attirer à eux la masse des éléments pondérateurs décidés à se maintenir sur le terrain de la défense professionnelle, en dehors de l'idée malfaisante de la lutte des classes, on aurait tôt fait de contrebalancer l'influence révolutionnaire grandissante du socialisme dans notre Province de Québec.

C'est d'autant plus notre conviction, que le Socialisme est en train de se dissoudre, et que ses "dogmes" meurent les uns après les autres. La raison de cette faiblesse du Socialisme? C'est l'irréligion, à propos de laquelle M. Anatole Leroy-Beaulieu disait dans une leçon, professée à l'École des Hautes-Études, sur le christianisme et le socialisme: " En rompant avec toute la tradition chrétienne, en repoussant toute idée religieuse, le socialisme, loin de faciliter la tâche qu'il a entreprise, l'a rendue singulièrement plus malaisée. En croyant être réaliste et pratique, il se montre utopiste. A qui rêve de conduire les peuples modernes dans la vague et lointaine terre promise de la justice sociale, il ne suffit pas des découvertes de la science, il ne suffit pas de la force et de l'autorité des lois, il ne suffit pas de s'emparer du pouvoir et de la richesse; il faut davantage; il faut des forces morales capables de fortifier les consciences et d'unir les âmes... A l'exemple de Marx, son prophète, le collectivisme contemporain s'est contenté d'être une sorte de matérialisme

économique. C'est là, s'est-il persuadé, ce qui fait sa force ; c'est là, plutôt, ce fait sa faiblesse et ce qui finira par amener sa défaite".

Ouvriers canadiens-français, en garde contre l'Utopie Socialiste ! et réunissez vos forces dans des Syndicats Professionnels Catholiques.

LIVRES NOUVEAUX

QUESTIONS ET OEUVRES SOCIALES DE CHEZ NOUS, par **M. Arthur Saint-Pierre**, Secrétaire de l'Ecole Sociale Populaire. Beau volume, in-seize, de 264. Prix: 75 sous; franco: 80 sous. Envoi gratis, sur demande, de la Table analytique des Matières et de la Lettre-préface de S. G. Mgr Gauthier.

MANUEL DE SOCIOLOGIE CATHOLIQUE, d'après les documents pontificaux; à l'usage des Séminaires et des Cercles d'études; par **M. le Chanoine P. Poey**. Prix: \$1.00; franco: \$1.10.

ANNEE SOCIALE INTERNATIONALE 1913-1914. Beau volume, grand in-8° de 1240 pages. Prix: \$2.25; franco: \$2.50.

Nous attirons aussi votre attention sur les livres suivants :

LES ASSOCIATIONS AGRICOLES EN BELGIQUE, par **Max Turmann**. In-seize de 435 pages. Prix: 80 sous; franco: 85 sous.

MA VOCATION SOCIALE, par **M. le Comte de Mun**. In-seize de 255 pages. Edition de propagande. Prix: 25 sous; franco: 30 sous.

PETIT MANUEL D'ETUDES SOCIALES, par le **R. P. Rutten, O.P.**, Secrétaire général des Syndicats Chrétiens de Belgique. In-seize de 170 pages, relié en toile. Prix: 50 sous; franco: 55 sous.

MANUEL PRATIQUE D'ACTION RELIGIEUSE. Beau volume in-8° relié, de 800 pages. Prix: \$1.25; franco: \$1.40. Envoi gratis, sur demande de la Préface et de la Table des Matières.